

Genève le 29.07.2020 place des Nations. Rassemblement contre la répression en Turquie, le régime d'incarcération inhumain et la justice pour toutexs.

Sont en grève de la faim converti en jeûne de la mort :  
les avocats de l'association "ÇHD", avocats progressistes, littéralement: «association des avocats contemporains ». Ebru Timtik depuis plus de 200 jours. Aytaç Unsal, depuis plus de 180 jours.  
Didem Akman e Özgür Karakaya du Front du Peuple qui combat pour l'avènement d'un pouvoir populaire démocratique depuis le 19 février 2020

Nous publions ci-dessous la traduction de la lettre de Didem Akman.

SOURCES :

Avocats Contemporains. Ass des avocats progressistes en Turquie  
<https://cagdashukukcular.org/>

Article original  
<https://newsolution.fi/due-prigionieri-politici-in-turchia-stanno-facendo-lo-sciopero-della-fame-fino-alla-morte-contro-lisolamento-nelle-carceri-e-per-chiedere-justizia-per-il-popolo/>

Kurdistan au féminin  
<https://kurdistan-au-feminin.fr/2020/04/05/turquie-deux-avocats-emprisonnes-sont-en-jeun-de-la-mort/>

Blog de Demir Sonmez, journaliste à Genève.  
<https://demirsonmez.blog.tdg.ch/archive/2020/07/29/deux-avocats-en-prison-sont-en-jeune-de-la-mort-en-turquie%C2%A0-307866.html>

***Voici la demande de Didem Akman au ministère de la justice turque à l'annonce de sa grève de la faim, jeûne de la mort.***

Objet : Début de ma grève de la faim, jeûne de la mort, (death fast), contre les injustices permanentes dans tous le pays et dans les prisons.

Tous les habitants de ce pays ont soif de justice. Des millions de personnes, femmes, hommes, travailleurs et sans-emplois, employés municipaux, paysans, tous crient justice. Les pauvres, les travailleurs, s'immolent en criant : «Mes enfants ont faim ».

Pendant qu'une minorité vit dans les palais et pavane dans le luxe et l'extravagance, 80 million de personnes crient leur faim de pain et leur soif de justice. Qui veut un salaire pour son travail, qui demande la liberté et devient victime de la terreur de la police ou de la justice. La magistrature est devenue une arme aux mains de l'AKP\* contre le peuple par lequel il l'opprime et l'écrase.

Dans les prisons, les même injustices et illégalité perdurent dans la plus totale impunité. Les attaques telles que la politique de l'isolement total des prisonniers politiques sont légitimés par les décisions des tribunaux.

J'ai combattu des années durant contre toutes ces injustices avec tous les moyens et les méthodes possibles. Aujourd'hui, par ma volonté spontanée, je débute une grève de la faim, jeûne jusqu'à la mort. Mes revendications ne me concernent pas moi seule mais des millions de personnes, Là où l'injustice règne, il est légitime de lutter pour la justice par tous les moyens et les modalités.

Voici mes revendications :

1

On ne peut espérer la justice des tribunaux qui violent leur propres lois et normes légales. La justice est utilisée par l'oligarchie fasciste comme arme contre le peuple. Alors que les tribunaux sont utilisés pour protéger les intérêts capitalistes et du gouvernement de l'AKP. Ils condamnent le peuple à l'injustice et sont utilisés comme alibis légaux pour les assassins et voleurs. Les décisions des tribunaux qui ne rendent pas justice au peuple doivent être annulées.

2

les loi et la Loi sont devenues un jouet aux mains du gouvernement fasciste. Il faut mettre un terme aux pratiques utilisées pour couvrir les décisions judiciaires injustes.

Les « témoins protégés » sont une attaque idéologique et physique contre le peuple. Tous les témoins dont on a dévoilé l'identité sont des agents de police ou des personnes contraintes par la police par des menaces, chantages, tortures et corruption. La Justice d'un côté est instrumentalisée aux desseins d'inventer des preuves de culpabilité et l'auto-validation des enquêtes, créant ainsi des millions de criminels et fabriquant de nouveaux crimes, de l'autre côté le gouvernement veut transformer le peuple en une armée d'indic.

Le statut de témoins protéger soit cesser et les attaques aux desseins de transfirmer le peuple en indic doivent cesser.

Le système de vidéoconférence utilisé au cours des procédures judiciaires est en réalité une privation du droit de se défendre de la partie civile. Un procès équitable ne peut se tenir au travers d'un écran sans face-à-face avec un juge dans la réalité. Le système de vidéoconférence doit être aboli car il prive d'un procès équitable et de la protection qui l'accompagne, créant ainsi une injustice.

3.

Les listes de la terreur publiées par le ministère de l'intérieur sur lesquelles les opposants apparaissent et présentés comme terroristes contribuent à la légitimité des tueries de masse, des exécutions et des arrestations de masse de l'AKP, piétinant la présomption d'innocence du système judiciaire. Ces listes mènent à une chasse au sorcières. Elles doivent être abrogées.

4

Grup Yorum est un groupe musical avec des traditions en Anatolie. Aux côtés des gens, dans la joie et dans la douleur, le deuil, et les fêtes. Même s'il a été la cible des attaques de la part de l'oligarchie du fait de son action artistique populaire. Tant dans les coeurs, les chants et les danses du peuple, en prison et sur scène, Grup Yorum a toujours inspiré et continue de promouvoir l'espoir et l'esprit combatif du peuple. Les requêtes de Grup Yorum doivent être acceptées.

5

Les avocats du peuple sont devenus les boucliers contre les attaques envers le peuple, contre les bouchers vêtus des robes de la magistrature dans les tribunaux de l'AKP. Sans ne jamais ployer, et au nom de la justice pour le peuple, les avocats combattent pour la justice, pour le travail du peuple, pour son droit à la vie, l'accès à l'instruction, à la santé, pour les enfants de peuple tués, pour les révolutionnaires « disparus » pour le peuple progressiste. Ils étaient en première ligne dans la lutte pour les droits et la liberté. Défendre ces droits et la liberté du peuple n'est pas un crime. Les

avocats du peuple doivent être libérés !

6

Mustafa Koçak a été accusé dans un cas qui ne le concernait nullement utilisant le témoignage d'un « témoins protégé » en collaboration serrée avec la police de l'AKP et ses nervis en col blanc, les ministères publics et les juges. Les bouchers en costume de juge ont condamné Mustafa à la perpétuité. Cette sentence ne repose sur aucune preuve et sans qu'il puisse se défendre au tribunal, sans respecter les principes fondamentaux de la Justice. Elle doit être annulée Mustafa Koçak doit être rejugé dans le respect exhaustif des principes du Droit.

7

Le système qui prévoit de purger la perpétuité sous un régime restrictif équivaut à une lente condamnation à mort par exécution pour les prisonniers. Ces conditions tendent à briser les idées, la personnalité, à liquider l'individu. C'est là une torture jusqu'à la mort. Le régime de perpétuité dans les conditions de terreur, assimilable à de la torture doit être aboli.

Sous le strict régime de la perpétuité les personnes sont tenus à l'isolement. Leur droit d'accéder à la cour voisine est limité à une heure. Les personnes qui purgent la perpétuité sous le régime de sécurité maximum ne peuvent visiter d'autres prisonniers politiques. Il ne leur est pas consenti d'être visité par plus d'une personne à la fois, ce qui de fait empêche de voir leur familles au complet pendant une visite. Ce régime qui isole radicalement est une condamnation à mort. C'est là une torture, a fortiori une violation de recevoir et donner des nouvelles, de conserver des rapports familiaux, un travail, l'accès à la santé et à l'instruction .

Le prisonnier politique ne peut être relâché de prison qu'en cas de soins à l'hôpital. Le transport isolé dans un wagon blindé est une pratique qui a cours pour étendre, renforcer et assurer la continuité de l'isolement, c'est là la même méthode de torture qui a cours en cellule. L'usage de véhicule blindé et l'isolement des prisonniers politiques lors de leur transport doit cesser.

NOUS VOULONS LA JUSTICE

19 fev 2020

Didem Akman

\*AKP- Le Parti de la justice et du développement ou AKP est un parti islamo-conservateur, au pouvoir en Turquie depuis 2002. Recep Tayyip Erdoğan en est le président général depuis 2017